ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
DU 5 MARS 1967
DEUXIEME CIRCONSCRIPTION

CHERES ELECTRICES, CHERS ELECTEURS,

Une nouvelle fois j'ai le grand honneur de solliciter vos suffrages. Comme en 1958 et 1962 je me présente à vous comme **SOCIALISTE INDEPENDANT.** Et si je suis candidat c'est parce que je pense que dans cette 2me circonscription de la Sarthe, mi-rurale mi-urbaine, il y a place pour un député qui ne soit ni U.N.R. ni Communiste, dont l'opinion reflète celle de la majorité des Electrices et des Electeurs, qui soit épris comme eux de liberté et de justice sociale et qui souhaite avec eux que tout progrès, quel qu'il soit, se réalise dans l'ordre et la tranquillité.

***

QUE NOUS A APPORTÉ L'U.N.R. DEPUIS 1958 ?

Si l'on en croit la propagande effrénée faite par les tenants du Régime, à la Télévision, à la Radio et dans la Presse, tout irait au mieux dans notre douce France.

Hélas ! la réalité est bien loin de l'image officielle qu'on nous en donne. Nous regorgeons d'or, paraît-il, et pourtant l'économie piétine, les travailleurs sont mal payés ou en quête d'emploi, les charges fiscales ont doublé en 8 ans, de 1958 à 1966, passant de 52,3 à 106,4 milliards.

L'Education Nationale m'apporte ma plus grande satisfaction a dit M. Pompidou, mais à tous les niveaux de l'Enseignement (primaire, secondaire, supérieur, technique) nous continuons à manquer de locaux et de professeurs et les crédits alloués, au présent budget, sont inférieurs de 9 à 20 %, selon les chapitres, aux besoins chiffrés par la Commission compétente du plan.

La Recherche scientifique est sacrifiée au profit des dépenses de prestige (et surtout de la force de frappe).

Les logements et notamment les logements sociaux sont construits en nombre insuffisant.

Les Hôpitaux crient misère.

En ce qui concerne les transports, les routes nationales sont mal entretenues, les autoroutes se construisent au rythme de 260 km. par an alors qu'il en faudrait au moins 500 et le Gouvernement n'envisage rien de mieux pour faire disparaître le déficit de la S.N.C.F. que de supprimer les voies secondaires.

Les charges qui frappent l'artisanat et le commerce sont de plus en plus élevées.

Les industries, malgré les promesses gouvernementales, ne se décentralisent que très lentement et les jeunes, sans travail, quittent nos régions et s'en vont vers Paris et les grandes métropoles.

Les Agriculteurs voient leurs revenus diminuer de jour en jour et risquent, avec ce Régime, d'attendre longtemps encore la parité et l'indexation.

Les Vieux continuent à toucher des retraites de famine.

Les libertés communales sont menacées.

Et de plus en plus le pouvoir, malgré la Constitution, s'est concentré dans les mains d'un seul Homme.

En ce qui concerne la politique extérieure, nous nous sommes rapprochés de la Russie soviétique. C'est normal mais fallait-il pour autant tourner le dos à nos anciens Alliés, et notamment aux Etats-Unis ? Et que pensent nos dirigeants de leur alliance avec la Chine de Mao-Tsé-Toung ?

***

QUE NOUS A APPORTÉ LE COMMUNISME ET QUE NOUS APPORTERAIT-IL DEMAIN ?

Les communistes en mêlant leurs voix à celles du R.P.F. (devenu l'U.N.R.) ont précipité les chutes de ministères sous la 4me République, créé l'instabilité ministérielle, discrédité le régime et, ainsi préparé l'avènement de de Gaulle en 1958.

Si, demain, les communistes prenaient le pouvoir, ils élimineraient toute opposition et si les Français avaient à voter ils ne pourraient choisir leurs élus, come encore actuellement en U.R.S.S., qu'au sein du parti unique, le parti communiste.

***

ALORS QUE FAUT-IL FAIRE ?

Travailler, comme le souhaite Defferre, Député-Maire de Marseille, à l'avènement d'un grand parti travailliste, rassemblant toutes les Femmes et tous les Hommes de bonne volonté soucieux d'assurer, dans la liberté et la concorde, toujours plus de bien-être à toutes celles et à tous ceux qui travaillent, qui peinent et qui souffrent.

Voter, pour cela, pour tous ceux qui, se réclamant de ces principes, se donnent pour objectifs :

— 1°) DE CONSTITUER UNE SOCIETE DE CITOYENS LIBRES en luttant contre le pouvoir personnel et en travaillant à la constitution d'une société qui respectera les droits de l'homme et toutes les libertés, qui développera les conquêtes sociales en les ajustant aux possibilités nouvelles de notre temps.

— 2°) DE RENDRE LA FRANCE PROSPERE, DYNAMIQUE, HUMAINE en assurant à tous les Français l'accès au savoir (Etablissements d'enseignement de tous ordres, Professeurs, Bourses d'Etudes) ; en construisant en nombre suffisant des logements, des Hôpitaux ; en développant les moyens de transport ; en encourageant l'artisanat et le commerce ; en donnant aux Agriculteurs la possibilité de vivre décemment des revenus de leurs exploitations ; en favorisant la décentralisation industrielle ; en assurant aux salariés (fonctionnaires, employés, ouvriers de nos villes et de nos campagnes) des salaires suffisants (suppression des zones de salaires, unification des allocations familiales, augmentation du S.M.I.G.) ; enfin, en garantissant des moyens d'existence normaux à tous ceux qui ne peuvent pas ou ne peuvent plus travailler (handicapés de toutes sortes : infirmes, mutilés du travail, victimes de guerre, etc...), malades, vieillards.

— 3°) DE CRÉER UNE EUROPE UNIE ET FORTE capable de rivaliser avec les 2 (et bientôt 3) Grands de ce Monde : Etats-Unis, U.R.S.S., Chine.

— 4° pour pouvoir réaliser ce programme, D'ASSURER LA STABILITE GOUVERNEMENTALE, absolument indispensable, en se prononçant en faveur du gouvernement de législature, c'est-à-dire d'un gouvernement dont la chute entraînerait automatiquement la dissolution de l'Assemblée et de nouvelles élections.

***

Tel est, Chères Electrices, Chers Electeurs, le programme que je m'engage à défendre si vous me faites l'honneur de me choisir pour vous représenter au Palais Bourbon.

J'ajoute qu'à ces préoccupations d'ordre général s'ajoutent celles de caractère plus spécial à notre région et je pense tout particulièrement aux mesures à prendre d'urgence pour éviter le retour d'inondations aussi catastrophiques que celles qui se sont produites en 1966 dans la vallée de l'Huisne et notamment au Mans.

Mon action à St-Calais et au Conseil Général depuis plus de 20 ans plaident en ma faveur. J'ai toujours œuvré pour assurer à tous des conditions de vie meilleures. Je suis prêt à continuer.

***

Je me présente à vous avec M. André FOURCHET, Adjoint au Maire du Mans, comme suppléant. Beaucoup d'entre vous savent les efforts qu'il déploie en faveur du Mans et spécialement du 3me Canton : Constructions écoles maternelles, 10 classes dans la Z.U.P. des Sablons, reconstruction en cours de l'école Pierre Philippeaux, amélioration terrains sports scolaires et des terrains de boules, création des écoles municipales de sports, opération mini-basket.

Si vous nous faites confiance, nous tiendrons une permanence tous les quinze jours à l'annexe de la Mairie à Pontlieue et les habitants auront notamment la possibilité d'exposer ainsi à M. Fourchet, qui s'efforcera de les résoudre, les problèmes qui les intéressent sur le plan de leur quartier.

Comme dans le passé, également, je rendrai régulièrement visite aux 54 communes et à leurs Conseils Municipaux.

CHERES ELECTRICES, CHERS ELECTEURS,

VOTER CHAUMONT, c'est voter pour le maintien du pouvoir personnel, pour les bas salaires, le non emploi, la disparition, voulue par le Régime actuel, de l'artisanat, du petit commerce, de la petite et moyenne culture.

VOTER MANCEAU c'est préparer l'avènement d'un régime communiste en France, c'est aller vers un avenir terriblement inquiétant (pensez à la Chine, à la Russie de Staline, au manque de libertés qui subsiste encore actuellement en Russie).

VOTER COLLET, que la Fédération de la Gauche présente contre moi uniquement parce que j'ai pris comme suppléant M. André FOURCHET, c'est voter Manceau.

SI VOUS VOULEZ :

— UNE VERITABLE DEMOCRATIE,
— LA POSSIBILITÉ POUR LES JEUNES D'ACQUERIR, QUELLE QUE SOIT LEUR ORIGINE, LES CONNAISSANCES NÉCESSAIRES POUR ACCÉDER AUX PLUS HAUTS EMPLOIS,
— DU TRAVAIL ET DES SALAIRES DECENTS POUR LES ADULTES,
— DES POSSIBILITÉS NORMALES DE VIE POUR TOUS LES HANDICAPÉS,
— UNE VIEILLESSE HEUREUSE POUR NOS VIEILLARDS,

Votez, ET DÈS LE 1er TOUR, car c'est la place obtenue à ce 1er tour qui sera déterminante, pour



Fernand POIGNANT

Chevalier de la Légion d'Honneur
Ancien Député
Conseiller Général et Maire de SAINT-CALAIS
Président de l'Association des Maires de la Sarthe
Membre du Comité des Maires de France
Président de l'Union Hospitalière du Nord-Ouest

CANDIDAT SOCIALISTE INDEPENDANT

et pour son suppléant

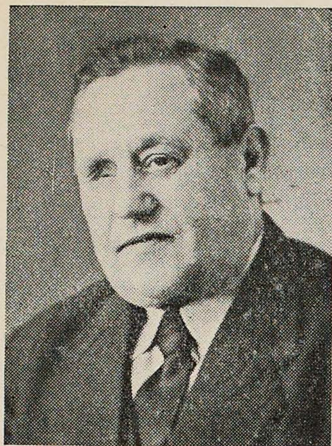
André FOURCHET

Adjoint au Maire du MANS
SOCIALISTE INDEPENDANT



Imp. Beaufils - Connerré

REPUBLIQUE FRANCAISE



ELECTIONS LEGISLATIVES

Scrutin du 5 Mars 1967

2e Circonscription de la Sarthe

Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste
(F. G. D. S.)

Mes Chers Concitoyens,

LES INSTITUTIONS.

Les prochaines élections vont avoir une importance exceptionnelle dans la vie de la Nation, car elles auront pour effet ou bien de renforcer le Pouvoir personnel, **dont nul ne sait qui l'exercera après le départ du Général de GAULLE**, ou bien de rétablir en France une Démocratie véritable. Sans changer la Constitution actuelle, si souvent violée par le Chef de l'Etat, il faudra modifier certains articles, tel le fameux article 16, qui permettent de porter atteinte aux libertés publiques. En outre, afin de ne pas renouveler les crises ministérielles du passé, la F.G.D.S. propose que le sort d'un Gouvernement soit lié à celui de la Législature, la dissolution automatique de l'Assemblée nationale sanctionnant le vote d'une motion de censure.

LA POLITIQUE ETRANGERE.

L'indépendance d'un Pays ne peut plus signifier, dans la deuxième moitié du XXe siècle, la renonciation à la solidarité internationale, l'abandon de la sécurité collective, le refus des intégrations nécessaires, comme celle de l'Europe, la non-participation aux efforts de construction de la paix.

La F.G.D.S. arrivant au Pouvoir proposerait :

- La ratification du Traité de Moscou concernant l'arrêt de certains essais nucléaires ;
- La reprise de la place de la France dans la Conférence du désarmement où elle pourrait faire des suggestions allant jusqu'à la suppression de tous les essais nucléaires et à l'interdiction de l'utilisation de l'espace à des fins militaires ;
- D'étudier, avec le désir sincère d'aboutir, l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun ;
- De favoriser le rapprochement entre les puissances de l'O.T.A.N. et celles du Pacte de VARSOVIE de manière à atténuer l'effet de la division du Monde en deux blocs ;
- De réunir une conférence mondiale en vue de promouvoir une aide internationale en faveur des pays sous-développés.

LA FORCE DE FRAPPE.

En conséquence, la F.G.D.S. renoncerait à la force de frappe nationale, ce qui ne signifierait pas pour autant l'abandon de la recherche scientifique en matière atomique.

Elle se préoccuperait d'assurer la reconversion des travailleurs touchés par cet arrêt, et proposerait les travaux d'utilité publique permettant à la fois leur réemploi et la suppression d'un chômage de plus en plus menaçant.

L'EQUIPEMENT.

Les crédits ainsi dégagés permettraient à la France de rattraper son retard en matière :

- de logements sociaux, domaine dans lequel le Pouvoir a reconnu lui-même l'échec de sa politique ;
- d'Education nationale, où seule l'attribution de crédits importants permettra de réaliser la véritable démocratisation de l'Enseignement ;
- de santé publique, où la misère de nos hôpitaux constitue un scandale ;
- de routes, qui ne sont plus adaptées à la circulation actuelle ;
- d'équipements communaux, dont le Pouvoir rejette de plus en plus la charge sur les budgets locaux ;
- de modernisation de l'agriculture, indispensable au moment où celle-ci est à même de tirer les avantages de marchés étendus.

LA POLITIQUE SOCIALE.

Nous sommes à l'époque du syndicalisme, tant en matière industrielle qu'en matière agricole. Il faut donc donner aux Syndicats les moyens de jouer pleinement leur rôle dans la Nation :

- en garantissant la sécurité de leurs délégués dans l'entreprise ;
- en leur permettant de négocier librement les conventions collectives ;
- en les associant à l'élaboration et à l'exécution du Plan ;
- en ce qui concerne plus particulièrement les syndicats et organisations agricoles, en leur attribuant un rôle organique dans la fixation des prix, l'organisation des marchés, la définition de la politique agricole dans le cadre du Marché commun, la solution des problèmes sociaux posés par le maintien des structures familiales existantes.

LA POLITIQUE FINANCIERE.

Il faut à la fois améliorer le niveau de vie des catégories les plus défavorisées de la Nation et éviter tout recours à l'inflation. Il serait démagogique de prétendre accroître les dépenses et diminuer les recettes.

La F.G.D.S. propose :

- un impôt sur le capital frappant l'augmentation de la fortune résultant d'opérations spéculatives boursières, financières ou foncières ;
- une nouvelle répartition des charges tendant à détaxer, sur le plan des impôts sur le revenu, les petits contribuables, notamment salariés et exploitants agricoles et, sur le plan des impôts indirects, les produits de première nécessité.

Pour la réalisation de ce programme démocratique, raisonnable et cohérent,

la F. G. D. S. vous invite à VOTER pour

Robert COLLET

Professeur honoraire au Lycée technique d'Etat du Mans
Mutilé de Guerre - Ancien Maire du Mans
Ancien Secrétaire général de la Fédération S. F. I. O. de la Sarthe
Légion d'Honneur - Médaille Militaire - Croix de Guerre - Médaille de la Résistance
Croix du Combattant Volontaire de la Résistance - Officier des Palmes académiques

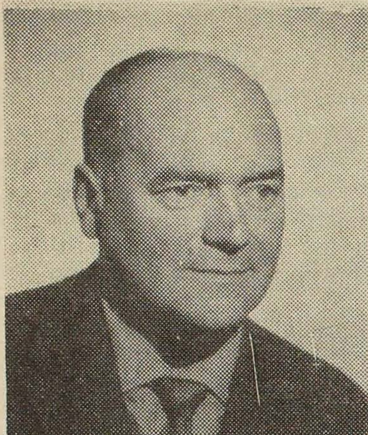
Candidat de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (F. G. D. S.)

Remplaçant éventuel :

Camille LEROUX

Conseiller municipal - Ancien Maire du Grand-Lucé - S. F. I. O.
Président de la Caisse du Crédit agricole du Grand-Lucé
Officier du Mérite agricole - Chevalier du Mérite social
Médaille d'Honneur communale et départementale

IMP. MEFFVIER - LE MANS 3306



Robert MANCEAU

2e CIRCONSCRIPTION

Electrices, Electeurs,

Avec sérénité, je vous demande de me confirmer la confiance que vous m'avez témoignée presque sans interruption depuis vingt ans ; je m'adresse également à vous, qui jusqu'ici n'aviez pas cru devoir voter pour moi : vous pouvez juger mes actes.

UN BILAN POSITIF :

27 interventions à la tribune du Parlement, 72 questions écrites déposées sur le bureau de l'Assemblée Nationale et 79 propositions de lois avec le groupe parlementaire communiste.

J'ai tenu 112 permanences et assuré 67 comptes rendus de mandat.

J'ai rendu visite aux maires et aux élus municipaux.

Je me suis préoccupé des soucis de la population laborieuse et suis intervenu pour obtenir le règlement de bien des cas difficiles (entre autres, pour les cités des Fontenelles et des Charmes, Cité Richard, avenue des Pommiers, locataires de la Cité des Pins, Maternelle des Glonnières, écoles de la Z.U.P...).

Dès le premier jour, j'ai pris l'initiative de défendre les sinistrés des inondations et j'ai suggéré les solutions qui pourraient y mettre un terme.

J'étais avec les salariés le 17 mai 1966 et le 1er février 1967, dans les rues du Mans ; avec les paysans, face aux policiers en 1964 et, avec mon camarade ROSIER, à Saint-Calais, pour nous opposer à la vente des fermes de Montaillé à des accapareurs de terre.

De son côté, mon ami ROSIER, par ses visites aux cultivateurs et son activité politique et syndicale, m'a efficacement aidé.

Avec le Groupe Communiste à l'Assemblée Nationale, j'ai toujours résolument combattu les lois anti-sociales de la majorité et la politique du régime qui se traduit par :

DES DIFFICULTES ACCRUES POUR LES TRAVAILLEURS

- **Les ouvriers,** souvent menacés par le chômage, **les employés, les fonctionnaires** perçoivent des salaires bloqués au niveau le plus bas, malgré les longues semaines de travail, les cadences infernales. En dépit des heures supplémentaires, la baisse de leur pouvoir d'achat les contraint à la pratique du travail noir.

  Les difficultés d'embauche sont considérables, surtout pour les jeunes et les adultes de plus de 45 ans.

- **Les femmes** sont doublement exploitées comme salariées et comme mères de famille.
- **Les maladies professionnelles et nerveuses** se multiplient. Des menaces pèsent sur la **Sécurité sociale** et le budget de la **Santé** est dérisoire.
- **Les petits et moyens paysans,** financièrement incapables de se moderniser, sont par milliers chassés de leurs fermes, au profit d'accapareurs de terre favorisés par l'Etat.
- **Les artisans et les petits commerçants** écrasés sous les charges sont de plus en plus nombreux à fermer boutique.
- **Les impôts** sont toujours plus lourds et les **loyers** en hausse permanente. Les ventes-saisies se multiplient dans les H.L.M. De nombreux jeunes ménages attendent un logement.
- **La misère de l'Education Nationale** fait que les jeunes des milieux populaires rencontrent de grandes difficultés pour étudier, pour apprendre un métier. Ils sont souvent obligés de quitter leur région par manque d'emploi.
- **Les vieillards** dont le travail a fait la richesse du pays touchent 5,48 F par jour pour ne pas mourir de faim. Il en est de même pour les invalides et infirmes.
- **Les Anciens Combattants** voient leurs droits remis en cause, ceux d'Afrique du Nord ne sont pas reconnus.

LES RICHESSES INJUSTEMENT REPARTIES

Pourtant, depuis 1958, la production a augmenté de 60 % et la productivité du travail de 50 %.

Mais la France est gouvernée par les **hommes des banques** et de la **grande industrie,** qui organisent leurs profits aux dépens de l'immense majorité de la population.

Les bénéfices des sociétés grandissent scandaleusement, alors que les travailleurs peinent « à joindre les deux bouts ».

A ces bénéfices énormes, s'ajoutent les subventions et les dégrèvements fiscaux de l'Etat.

La force de frappe, dangereuse, inutile et ruineuse, profite à des hommes comme Dassault et engloutit l'essentiel des ressources disponibles dans le budget. Elle est alimentée pour 68,3 % par les taxes de vie chère, pour 27,1 % par l'impôt sur le revenu, alors que l'impôt sur la fortune ne procure que 4,4 %.

La stabilité tant vantée par Monsieur Jacques CHAUMONT, c'est la continuité de cette politique qui favorise les grands capitalistes au détriment des intérêts de toutes les couches de la population laborieuse.

Le Parti Communiste condamne une telle « stabilité » dont les travailleurs font les frais. Il est pour un gouvernement fort et stable s'appuyant sur le peuple et décidé à défendre les intérêts des couches laborieuses.

C'est pourquoi il travaille ardemment à unir la gauche autour d'un programme commun. Il propose en particulier :

POUR UNE POLITIQUE DE PROGRES SOCIAL

— La constitution d'un gouvernement démocratique dont la stabilité serait fondée :
- Sur l'élection à la proportionnelle d'une véritable Assemblée Nationale.
- Sur une large participation du peuple à une politique faite pour lui comme en 1936.

— La **nationalisation** des branches essentielles de l'économie pour limiter l'emprise du grand capital.

— **L'abandon du Ve Plan** pour un programme d'expansion économique et de progrès social.

— L'octroi à l'**Éducation Nationale** du quart du budget, avec le respect de la laïcité et une réforme de l'enseignement permettant à tous les jeunes d'exploiter toutes leurs possibilités pour s'instruire ou apprendre un métier.

— **L'augmentation,** en commençant par les plus faibles, des salaires, traitements, pensions, retraites.

— La réduction de la semaine de travail et l'abaissement de l'âge de la retraite afin d'assurer la garantie de l'emploi et des conditions de vie meilleures.

— L'application du principe « à travail égal, salaire égal », pour les **femmes** et pour les **jeunes.**

— La **construction** de l'équipement social indispensable et celle des logements nécessaires avec des loyers abordables.

— L'élévation des conditions de vie des **paysans** travailleurs par le soutien à la coopération, la diminution des prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture.

— Une répartition plus juste des **charges fiscales** qui ne transforme pas les **artisans** et **petits commerçants** en collecteurs d'impôts, et fasse payer les sociétés commerciales.

— Une politique extérieure de coexistence pacifique et l'opposition absolue aux entreprises du militarisme allemand.

Le Parti Communiste demande des mesures concrètes contre les **inondations** et la reconnaissance des **revendications des associations de sinistrés.**

VOUS REELIREZ VOTRE DEPUTE,

VOTEZ UTILE ET EFFICACE - VOTEZ Robert MANCEAU

Jacques CHAUMONT, candidat officiel de Pompidou, est le « technocrate » formé par le Régime. Il n'a de programme que son inconditionnalité à de Gaulle. Il n'agirait pas autrement que les Chapalain, Le Theule et d'Aillières.

Chargé de mission au Ministère de la guerre il est plus préoccupé par la force de frappe que par les besoins des populations sarthoises qu'il ignore en dehors des campagnes électorales.

La candidature de **Fernand POIGNANT** fait le jeu du candidat gaulliste. Par son attitude équivoque il décourage nombre de ses amis. Son suppléant Fourchet, élu avec toutes les voix réactionnaires du Mans sur la liste Centriste de M. Maury peut-il prétendre être un homme de gauche.

Au Conseil Général, Fernand POIGNANT associe ses votes à ceux de MM. d'Aillières et Maury, y compris pour voter les subventions aux écoles confessionnelles.

Quant à la F.G.D.S., elle présente la candidature deprincipe de **M. Robert COLLET.**

DEMOCRATES, LAIQUES,

NE DISPERSEZ PAS VOS VOIX. — VOTEZ POUR AFFIRMER (à l'exemple des Elections du Mans) :
— VOTRE OPPOSITION A TOUTE COMPROMISSION AVEC LA DROITE ;
— VOTRE VOLONTÉ D'UNION DE TOUTES LES FORCES DE GAUCHE.
— VOTRE OPPOSITION RESOLUE AU POUVOIR PERSONNEL.

Le 5 Mars : Votez Robert MANCEAU

qui avec son suppléant Armand ROSIER

DEFEND INLASSABLEMENT LES INTERETS DES TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CHAMPS.

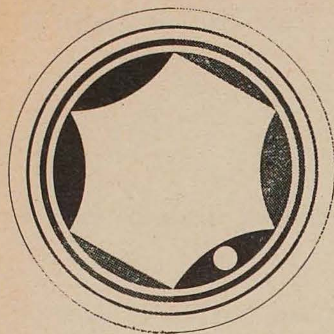
Robert MANCEAU

Député — Conseiller Général
Ajusteur S.N.C.F.
Délégué Cantonal de l'Ecole Laïque
Membre du Conseil d'Administration du Foyer des Jeunes travailleurs et de l'Institut de l'Enfance Inadaptée

Suppléant : **Armand ROSIER**

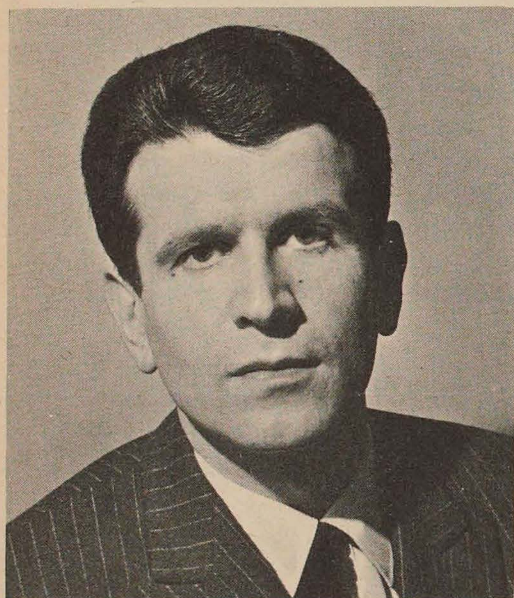
Cultivateur exploitant
Conseiller Municipal
Président de la Maison des Jeunes et de la Culture de Saint-Michel-de-Chavaignes
Délégué Cantonal et Vice-président Départemental de la F.N.S.E.A.

IMP. R. BARRIER - LE MANS



Veme REPUBLIQUE

JACQUES CHAUMONT



— Né le 17 Novembre 1934, au Mans.

— Licencié en Droit.

— Diplômé d'Etudes Supérieures d'Economie Politique et de Sciences Economiques.

— Secrétaire des Affaires Etrangères.

— Domicilié, 8, rue Gastelier, Le Mans.

La Sarthe, notre département, et Le Mans, sa capitale, ne doivent pas prendre de retard dans la course au progrès que mène notre pays tout entier.

J'ai voulu me présenter dans la deuxième circonscription parce qu'elle est la plus déshéritée mais aussi celle qui, dans cette compétition, me paraît la mieux placée, car elle est la plus jeune. Il y a beaucoup à faire, les besoins sont immenses, les tâches difficiles, mais pas impossibles.

Nous devons tous contribuer à cet effort national pour l'expansion, le Progrès social. Si je suis candidat, c'est pour mener avec vous ce combat, qui doit assurer à tous une équitable part dans la répartition des richesses.

Vous avez besoin d'un interprète auprès du gouvernement pour faire connaître vos problèmes, vous avez besoin d'un des vôtres pour les résoudre. Je m'engage à vous aider et vous servir. Je sais que vous saurez voter pour l'efficacité, le progrès, votre mieux-être.

Mon remplaçant éventuel est le

DOCTEUR

Jacques RENIER

Docteur en médecine
né le 12 Novembre 1922
marié, 4 enfants
Domicile :
246, rue de Laigné
Ancien résistant
Membre de l'O. R. A. T. A. M.

En 1965, la France a réélu le Général de Gaulle Président de la République. Cette élection signifie la volonté du pays de voir se poursuivre l'œuvre de la Ve République.

Maintenant il faut être logique.

Sur le plan national :

Seule, vous le savez bien, une majorité Ve République, unie sur les grandes options, peut poursuivre l'œuvre commencée et apporter au pays

LA PAIX, que la France connaît pour la première fois depuis 1939, qui doit être consolidée dans le maintien de nos alliances, par la détente avec les pays de l'Est, la fin du conflit vietnamien, la recherche du désarmement avec les puissances atomiques et une organisation à l'échelle mondiale de la coopération avec les pays sous-développés.

L'INDÉPENDANCE, qui permettra à la France d'être maîtresse de ses destinées, responsable de sa défense, libre dans la conduite de son économie, et lui donnera les moyens de participer pleinement avec ses voisins à la construction de l'Europe Economique et Politique.

LE PROGRÈS, fondé sur une politique d'expansion dans la stabilité, impliquant une monnaie forte et un budget en équilibre, et permettant, dans le cadre du Plan, d'augmenter notre production, de rendre compétitifs notre industrie, notre agriculture et notre commerce, de réaliser les grands équipements collectifs dont notre pays a besoin, d'assurer le plein emploi et le développement du pouvoir d'achat, d'assurer l'accès aux études pour le plus grand nombre y compris les enfants inadaptés, de donner à la jeunesse par la formation professionnelle, par une politique d'équipements sportifs, de développements des loisirs, d'échanges internationaux, tous les moyens de se préparer à l'avenir, d'améliorer le niveau de vie des travailleurs, des femmes, des personnes âgées.

Sur le plan local :

Je me propose en liaison avec les élus locaux et grâce à mes rapports déjà bien établis et suivis avec les hommes responsables du gouvernement et des administrations centrales et préfectorales, de faire en sorte que la circonscription puisse bénéficier pleinement des réalisations de la Cinquième République.

J'axerai donc mes efforts sur la réalisation des équipements sanitaires, culturels et sociaux dont notre circonscription manque particulièrement :

— sur l'amélioration de l'habitat rural et urbain

— sur les problèmes de la jeunesse et des personnes âgées.

Seul face aux trois candidats des oppositions diverses, je représente l'avenir et l'efficacité.

Ne dispersez pas vos voix
IL N'Y A PAS D'ALTERNATIVE



DÈS LE PREMIER TOUR, VOTEZ
J. CHAUMONT

VU LE CANDIDAT.

TYPO-OFFSET JEAN MARTIN & Cie - LE MANS